

Échanges extérieurs

Au quatrième trimestre 2022, les exportations ont ralenti tandis que les importations ont fléchi, conduisant à une contribution positive du commerce extérieur à la croissance du PIB (+0,3 point). Le recul des importations s'explique principalement par les échanges d'énergie : les importations d'électricité, très dynamiques aux trimestres précédents, ont reflué avec la remise en marche de réacteurs nucléaires, tandis que du côté du gaz, le niveau élevé des stocks s'est accompagné de moindres importations. Il provient aussi du tourisme : les dépenses des touristes français à l'étranger ont baissé. Les exportations de produits manufacturés ont quant à elles fortement diminué, malgré d'importantes livraisons navales et aéronautiques, sous l'effet d'une demande adressée à la France en baisse. Ce mouvement a été toutefois compensé par la forte hausse des exportations d'énergie, notamment de gaz, et par la reprise des dépenses des touristes étrangers en France.

Au premier trimestre 2023, les échanges extérieurs pèseraient légèrement sur l'évolution du PIB (-0,1 point). En effet, les exportations se replieraient (-0,2 %) du fait du contrecoup des livraisons aéronautiques et navales, et ce malgré la reprise de la demande mondiale adressée à la France. Les importations, quant à elles, resteraient stables sous l'effet de mouvements contraires, la baisse des importations de gaz venant atténuer le soutien d'une demande intérieure en légère hausse. Le redémarrage de certaines centrales nucléaires, impliquant simultanément une hausse des exportations d'électricité et une baisse des importations, permettrait une contribution positive des échanges d'électricité, sans que celle-ci ne suffise à compenser les mouvements sur les autres biens et services.

Au deuxième trimestre 2023, les exportations rebondiraient, soutenues par une demande mondiale adressée à la France plus dynamique et par de nouvelles livraisons navales. S'agissant en particulier de l'énergie, les exportations d'électricité poursuivraient leur hausse, tandis que les exportations de gaz pourraient refluer. Les importations repartiraient également à la hausse, dans le sillage de la demande intérieure. Au total, les échanges extérieurs contribueraient à hauteur de 0,1 point à la croissance du PIB au deuxième trimestre 2023. ●

► 1. Échanges extérieurs de la France

(variations en % ; volumes aux prix de l'année précédente chaînés, contributions en points)

	Variations trimestrielles								Variations annuelles				
	2021				2022				2023		2021	2022	2023 acquis
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2			
Exportations													
Total	-0,3	2,5	2,2	2,9	1,9	0,7	1,0	0,5	-0,2	1,0	8,6	7,1	1,7
Produits manufacturés (66 %*)	-2,3	2,9	-2,7	2,8	2,7	-0,1	1,7	-1,0	-0,5	1,1	7,0	4,7	0,4
Importations													
Total	1,4	1,5	0,9	5,2	1,3	1,1	4,2	-0,4	0,0	0,5	7,8	9,1	2,4
Produits manufacturés (70 %*)	0,9	0,3	-1,7	6,6	0,1	-0,1	3,0	1,1	-0,5	0,4	7,4	6,0	2,1
Contribution du commerce extérieur à la croissance du PIB	-0,5	0,2	0,4	-0,7	0,2	-0,1	-1,1	0,3	-0,1	0,1	0,1	-0,7	-0,3

■ Prévisions.

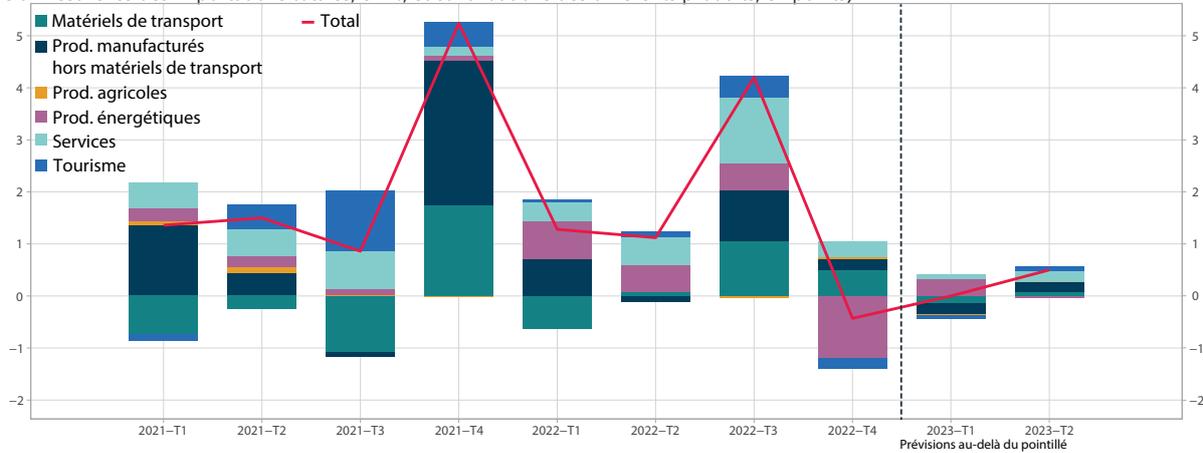
* Part des exportations (respectivement, importations) de produits manufacturés dans les exportations (respectivement, importations) totales, en 2021.

Lecture : au premier trimestre 2023, les exportations françaises diminueraient de 0,2 %.

Source : Insee.

► 2. Contributions des différents produits aux importations

(variations trimestrielles des importations totales, en %, et contributions des différents produits, en points)

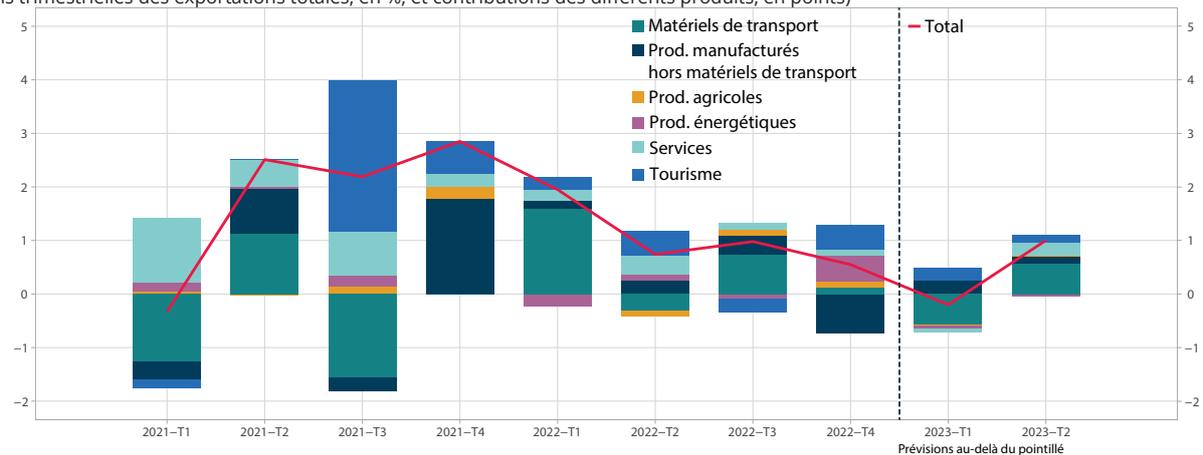


Lecture : les importations françaises se sont repliées (-0,4 %) au quatrième trimestre 2022. Les importations de produits énergétiques y ont contribué à hauteur de -1,2 point.

Source : Insee.

► 3. Contributions des différents produits aux exportations

(variations trimestrielles des exportations totales, en %, et contributions des différents produits, en points)



Lecture : les exportations françaises ont augmenté de 0,5 % au quatrième trimestre 2022. Les exportations de produits manufacturés hors matériels de transport y ont contribué à hauteur de -0,7 point.

Source : Insee.